



## QUELLE **FRANCE** DANS **10 ANS ?**

Note d'introduction au débat national disponible sur <http://www.strategie.gouv.fr/blog/2013/09/note-quel-modele-republicain/>

## Quel modèle républicain ?

### LE LIEN SOCIAL S'EFFRITE

Comparée à d'autres États, la France reste un pays assez égalitaire dans la répartition des revenus et dans l'accès aux services publics, aux prestations sociales, aux infrastructures. Toutefois une large partie de la population juge que les inégalités, une des causes majeures menaçant la cohésion sociale, se creusent. Les Français ont pris conscience de l'ampleur des discriminations et les considèrent aujourd'hui insupportables.

#### Un sentiment de relégation

Le niveau de vie des régions françaises présente encore une certaine cohérence. Néanmoins l'idéal républicain d'unité des territoires est régulièrement remis en question. Leur démographie va évoluer de façon différente : le nombre de personnes de plus de 60 ans augmentera partout mais la part des moins de 20 ans ne progressera que dans la moitié des régions, comme en Bretagne ou Languedoc-Roussillon. Dans un contexte de compétition économique accrue, celles qui bénéficient d'une forte attractivité acceptent mal les dispositifs de redistribution visant à réduire les écarts de richesse.

Les zones rurales ont perdu beaucoup de leurs habitants au profit des villes, avec un contraste fort entre les espaces pavillonnaires habités par les classes moyennes et les banlieues des métropoles où résident plus de ménages défavorisés. Alors que les services publics ont diminué dans les campagnes dépeuplées, ils ne se sont pas suffisamment développés dans les nouvelles zones urbanisées. Un sentiment de relégation grandit, accentué par l'impossibilité pour de nombreuses personnes de s'installer dans un autre endroit.

La mondialisation, la construction européenne, les bouleversements démographiques, les nouvelles technologies de la communication ont profondément transformé la société française. Les inégalités et les discriminations, qui nourrissent un sentiment d'injustice, sont de moins en moins tolérées. Elles fragilisent le vivre-ensemble et le sentiment de partager un destin commun. Les Français ont perdu confiance en leurs institutions, qu'il s'agisse du pouvoir démocratique, de l'École ou du monde du travail. Le modèle républicain, socle de la cohésion sociale, semble à la croisée des chemins. Il doit se réinventer pour répondre aux enjeux d'une société complexe et plurielle.



## Entre peurs et discriminations

La France est devenue plus diverse. Certes elle n'est plus un grand pays d'immigration mais son histoire continue d'en faire une société aux multiples cultures. En 2009, les immigrés, ayant ou non la nationalité française, représentaient 8,4 % de la population. La religiosité des immigrés étant plus forte que la moyenne et 43 % d'entre eux se déclarant musulmans, l'Islam suscite des appréhensions et la crainte de revendications communautaires.

Cependant, si l'inquiétude sur le communautarisme ne doit pas être sous-estimée, les discriminations et les inégalités posent un problème plus grand à la cohésion sociale. L'injustice de certaines situations fragilise le vivre-ensemble, chez ceux qui en sont victimes comme ceux qui en sont témoins. La population les accepte de moins en moins.

À diplôme équivalent, les immigrés venant des pays qui n'appartiennent pas à l'Union européenne connaissent un chômage plus élevé que la moyenne. Ils se retrouvent également cantonnés dans certains métiers et secteurs d'activité peu prestigieux. Cette intégration économique compliquée se perpétue chez leurs enfants, qui souffrent notamment de difficultés dans l'accès au logement.

Même si elles ont diminué depuis quarante ans, les inégalités femmes/hommes choquent, qu'il s'agisse des écarts de salaire, du travail à temps partiel subi, des retraites ou encore du temps consacré aux tâches domestiques. Les discriminations vécues par les personnes handicapées et homosexuelles sont également moins tolérées.

## Désir de liberté individuelle

En France, comme en Europe, les citoyens aspirent à une plus grande liberté individuelle. Ce mouvement ne s'accompagne pas nécessairement d'une montée de l'individualisme. Le souci de l'autre ne fléchit pas, comme le montre l'augmentation du bénévolat ou le souci de la préservation de l'environnement.

En réalité, le sentiment d'appartenance devient plus complexe. Les personnes se caractérisent par des identités multiples (sexuelle, ethnique, culturelle, régionale...), une évolution entretenue par l'essor des communautés en

ligne. Les structures qui charpentaient la société, comme la famille, la morale, le patriarcat, se sont fragilisées, remettant en cause les ressorts historiques de la cohésion sociale. Ces identités plurielles demandent à être reconnues dans l'espace public, affaiblissant le sentiment d'unité.

## UN DÉSENCHANTEMENT DÉMOCRATIQUE

Les institutions politiques et sociales ne suscitent plus adhésion mais défiance. Les Français semblent désabusés par l'action et le personnel politiques et se détournent des modes traditionnels de participation. La montée de l'abstention, notamment chez les jeunes, et du vote extrême, entre autres chez les jeunes et les catégories populaires, en sont une manifestation. Encore plus depuis la crise de 2008, les citoyens doutent de la capacité d'action des élites et des élus – jugés trop éloignés de leurs préoccupations quotidiennes –, ainsi que de leur indépendance vis-à-vis des lobbies.

### Le malaise rattrape l'École et le monde du travail

Le désenchantement touche d'autres institutions fondatrices du pacte républicain. L'École et le Travail, deux leviers fondamentaux de l'intégration sociale, peinent aujourd'hui à satisfaire les Français. Le projet éducatif a perdu du sens et les élèves de l'hexagone ressentent un mal-être qui se traduit dans les enquêtes : ils se disent plus stressés et pessimistes que leurs camarades européens.

Ce malaise traverse également le monde professionnel, en dépit des attentes profondes de chacun à l'égard du Travail. La gestion des ressources humaines dans les entreprises – salaire, évaluation, conditions de travail – s'est individualisée. Les plus jeunes ont moins le sentiment d'appartenir à l'entreprise que leurs aînés. Cette situation s'explique par la progression du chômage et les formes d'emploi précaire qui frappent particulièrement les dernières générations.

Pour autant, nombreux sont les citoyens qui ont envie de s'engager ou de prendre part aux décisions concernant le bien commun. Presque la moitié des Français font partie d'une association. Près des deux tiers d'entre eux se déclarent prêts à manifester pour défendre leurs idées.

## Renouveler le modèle républicain

La fragilisation de la cohésion sociale illustre un dérèglement du modèle républicain. La France a pourtant tenté de l'adapter tout en préservant ses valeurs. Des réglementations plus strictes, à l'école ou à l'hôpital, ont réaffirmé les principes de laïcité et de neutralité du service public. L'intégration à la française, reposant principalement sur l'acquisition de la nationalité, a été en grande partie maintenue.

### QUELQUES AVANCÉES SUR LE PLAN DE LA PRISE EN COMPTE DE TOUS

Dans le même temps, des mesures ciblées ont été prises pour réduire les inégalités et mieux reconnaître la richesse issue de la diversité. L'égalité salariale entre les femmes et les hommes a été gravée dans la loi. Quelques dispositifs de "discrimination positive" ont vu le jour : les entreprises doivent embaucher un pourcentage de personnes handicapées, la parité en politique a été instaurée. Des initiatives privées les ont complétés, comme celles favorisant l'accès des élèves scolarisés en zones sensibles dans certaines grandes écoles. Néanmoins, les moyens de lutte contre les discriminations liées à l'origine demeurent insuffisants.

D'autres formes de participation démocratique que l'élection se sont par ailleurs développées. Des concertations impliquant la population, des associations ou des syndicats ont lieu dans plusieurs domaines : l'environnement, l'aménagement du territoire, les débats sur les choix scientifiques et éthiques. Cependant, cette implication directe des citoyens ne concerne que rarement les grandes questions économiques et sociales.

### UNE ATTENTE LÉGITIME DE SIMPLIFICATION

Afin de mieux prendre en compte les besoins locaux, la décentralisation a transféré de nombreuses compétences de l'État aux collectivités territoriales. Mais la répartition de ces prérogatives entre les différents acteurs ne s'est pas toujours effectuée avec cohérence. Le système apparaît opaque et peu efficace. Les responsabilités politiques peuvent ainsi donner l'impression de se diluer entre les différents échelons, ce qui entraîne une

incompréhension et une perte de légitimité des pouvoirs publics. La simplification de l'organisation territoriale permettrait une meilleure coopération entre les acteurs. Et de redonner confiance dans les institutions.

### REPENSER LE RÔLE DES GRANDES INSTITUTIONS

L'école constitue pour de très nombreux citoyens le socle du modèle républicain en offrant à chacun des chances égales de faire la preuve de son mérite personnel. Ils attendent toujours beaucoup de cette institution, un pilier du vivre-ensemble. Aujourd'hui, un lien fort existe entre les diplômes scolaires, l'emploi et donc la position sociale, ce qui peut paraître bénéfique sur le plan individuel. Toutefois, cette influence du diplôme sur les destins professionnels accentue l'exclusion de ceux qui n'en ont pas obtenus et durcit la compétition entre les élèves. L'école française semble davantage conçue pour fabriquer des élites que pour œuvrer à la promotion sociale de tous les Français.

L'entreprise dans laquelle on pouvait passer autrefois une vie de travail se limite désormais souvent à une étape dans un parcours professionnel varié. Les liens se distendent, y compris entre les salariés eux-mêmes. Il importe de revaloriser le collectif en donnant un second souffle à la démocratie sociale.

Le renouveau des institutions publiques – École, justice, police par exemple – passe par une meilleure prise en compte des attentes. Et pour définir un nouveau projet élaborant une destinée commune, les citoyens doivent se réappropriés les débats, au-delà de leurs organisations représentatives.

## Quelques scénarios

### ADAPTER LE MODÈLE RÉPUBLICAIN À LA SOCIÉTÉ PLURIELLE

Trois grands leviers permettraient une meilleure intégration de tous en prenant mieux en compte les parcours individuels :

- ▶ accroître la reconnaissance de la diversité culturelle et territoriale en valorisant les traditions, les patrimoines et les compétences de chacun à l'école et dans le monde du travail ;

- ▶ garantir une égalité d'accès aux ressources *via* des dispositifs ciblés selon les origines sociales, ethniques, régionales (interprètes dans les administrations, horaires d'ouverture des services publics convenant aux spécificités territoriales...);
- ▶ envisager des accommodements à la règle commune grâce à la discrimination positive, visant des minorités ou des territoires.

Depuis les années 1980, les politiques publiques de lutte contre les discriminations se sont développées autour de trois axes : actions pour passer d'une égalité dans la loi à une égalité dans les pratiques, reconnaissance de nouveaux droits (mariage pour les couples homosexuels par exemple) et reconnaissance des particularismes pour permettre à des groupes de mieux s'intégrer dans la société. Les mesures de ciblage ont montré leur efficacité mais peuvent occasionner des stigmatisations ou devenir la source d'enfermements communautaires.

Dès lors, plusieurs questions émergent dans le débat. Comment mieux gérer le fait religieux dans les écoles et sur le lieu de travail ? Comment faire de l'École un lieu d'apprentissage de la différence, en assurant la réussite de tous ? Comment mieux lutter contre les discriminations ? Faut-il faciliter l'acquisition de la nationalité française ? Faut-il élargir au monde rural et périurbain les politiques de soutien aux banlieues ?

## ASSURER LA PARTICIPATION DE TOUS À LA VIE PUBLIQUE

En politique comme au travail, un engagement citoyen plus large ne se pose pas comme une alternative à la démocratie représentative mais comme une pratique complémentaire. Trois pistes peuvent être envisagées :

- ▶ améliorer la démocratie représentative. Cette refondation passe également par une clarification du champ

de l'action publique -des collectivités locales jusqu'à l'Union européenne. De règles nouvelles concernant les élus (non cumul des mandats) et le scrutin (vote obligatoire) pourraient être des pistes, tout comme l'élargissement de la citoyenneté (avec le droit de vote à 16 ans ou le droit de vote des étrangers aux élections locales) ;

- ▶ développer la démocratie participative. La contribution active des citoyens aux décisions d'intérêt général ne peut se limiter à la vie locale. Elle doit aussi s'ouvrir à l'élaboration de grands projets collectifs, qu'ils concernent les institutions ou la vie des entreprises ;
- ▶ encourager les engagements alternatifs comme le service civique, le mécénat de compétences, le bénévolat, etc.

La participation citoyenne pourrait être rendue obligatoire ou simplement incitée, chacune de ces options comportant des points positifs comme négatifs.

Par exemple, rendre le droit de vote ou le service civique obligatoire, s'il fait *de facto* davantage participer la population, n'est pas la garantie d'un vrai rapprochement entre les citoyens et les institutions. Encourager et valoriser la participation volontaire pourrait être l'occasion de mettre en valeur les parcours atypiques et les jeunes en échec scolaire. Cela risquerait en revanche de laisser de côté les individus déjà les moins actifs dans la vie publique et sociale.

Plusieurs points sont à verser au débat : faut-il valoriser l'engagement associatif dans le parcours scolaire ? Faut-il simplifier les strates des collectivités territoriales en donnant parallèlement un rôle à jouer à leurs administrés ? Faut-il accroître la représentativité des gouvernants ?



Toutes les infos sur "Quelle France dans 10 ans ?"  
sur [www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)



La synthèse de la note d'introduction au débat national "Quel modèle républicain ?" - octobre 2013 est une publication du Commissariat général à la stratégie et à la prospective  
Directeur de la publication : Jean Pisani-Ferry, commissaire général - Directeur de la rédaction : Hervé Monange, adjoint au commissaire général  
Rédaction : Nathalie Quéruel  
Impression : Commissariat général à la stratégie et à la prospective - Dépôt légal : octobre 2013 - N° ISSN : 1760-5733  
Contacts presse : Jean-Michel Roullé, responsable de la communication - 01 42 75 61 37 / 06 46 55 38 38 - jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr  
Magali Madeira, chargée de mission communication - magali.madeira@strategie.gouv.fr - 01 42 75 60 39 / 06 16 22 29 84